N° 2021/O2/028

**MOTION
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

DEPOSEE PAR : M. Joseph SAVELLI AU NOM DU GROUPE "FÀ POPULU INSEME"

OBJET : POUR LA DECONJUGALISATION DE L'AAH ET POUR L'INDIVIDUALISATION DE SON VERSEMENT.

VU la proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale portée par Jeanine DUBLIE, le 13 février 2020, dans le cadre de la niche du groupe parlementaire Libertés et Territoires, adoptée en première lecture,

CONSIDERANT que cette proposition de loi visait à instaurer l'individualisation du versement de l'Allocation Adulte Handicapée (AAH) en supprimant la prise en compte des revenus du conjoint ou de la conjointe dans son calcul,

CONSIDERANT que le Sénat a confirmé, lors de l'examen du texte en première lecture, le principe de l'individualisation de l'AAH,

CONSIDERANT que la proposition de loi a été inscrite par le groupe de la Gauche démocrate et républicaine, en seconde lecture à l'Assemblée Nationale,

CONSIDERANT que ce principe a été remis en cause en Commission des affaires sociales par la majorité, en deuxième lecture à l'Assemblée nationale,

CONSIDERANT que l'individualisation de l'AAH n'est plus en prise en compte dans le cadre du texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale,

CONSIDERANT l'examen prévu de cette proposition de loi en deuxième lecture devant le Sénat le 12 octobre prochain,

CONSIDERANT le combat des associations des personnes en situation de handicap en faveur de l'individualisation de l'AAH,

CONSIDERANT que la personne en situation de handicap se retrouve placée dans une situation de dépendance vis-à-vis de son conjoint ou de sa conjointe,

CONSIDERANT que cette situation de dépendance porte atteinte à la dignité de l'individu et peut entraîner de la maltraitance voire de la violence,

CONSIDERANT que dans toute société, le respect des droits et de la dignité des personnes doit être considéré comme un principe fondamental,

L'ASSEMBLEE DE CORSE

SE PRONONCE en faveur de la déconjugalisation de l'AAH et pour l'individualisation de son versement.

DEMANDE aux parlementaires de la Corse de faire valoir cette position dans le cadre de l'examen de cette proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale, en seconde lecture.